

	- En aval, avec les enjeux liés à la chaîne du froid			
Personnes et organisation	Risque 6 - Risque de gestion : inhérent (i) au rôle que voudrait jouer l'État dans la gouvernance du projet et (ii) à la capacité actuelle de la FIPD pour gérer un tel projet (avec des domaines nouveaux à gérer pour l'IPD, tels que le transfert de technologie)	Moyenne	Haute	(i) une structuration et une gouvernance intégrant a minima les intérêts privés atténuerait ce risque (ii) une équipe projet dédiée, incluant des experts internationaux de l'industrie pharmaceutique, est en cours de recrutement
Aspects légaux et réglementaires	Risque 7 - Risque lié aux éventuelles difficultés pour l'obtention d'une pré-qualification par l'OMS	Moyenne	Haute	- Implication des PAD relativement aux choix technologiques - Accompagnement technique pour pré-qualification à intégrer aux coûts du projet (NB : IPD a déjà une expérience pour la pré-qualification OMS de son vaccin anti-amaril)
Communication et information	Risque 8 - Risque associé à une éventuelle perception négative du projet par les populations	Moyenne	Moyenne	Vigilance pour assurer une réelle appropriation du projet par la partie sénégalaise

Enseignements tirés:

L'IPD conduit avec difficulté un projet comparable (à plus petite échelle), cofinancé par l'AFD, la Banque Islamique de Développement (BID), la Bill and Melinda Gates Foundation, et l'Etat du Sénégal : le projet AfricAmaril. L'IPD a en effet lancé depuis 2013 le projet de la construction d'une nouvelle unité de production de vaccins fièvre jaune, afin d'accroître sa performance et sa capacité de production (objectif : 20 millions de doses par an), pour lui permettre de répondre à la demande mondiale. La nouvelle usine de fabrication n'est à ce jour pas encore fonctionnelle, alors que son lancement était annoncé pour 2019.

Les principales difficultés relatives autour du projet AfricAmaril, et qui devront donc être anticipées pour le projet MADIBA sont, d'une part, la faible capacité de gestion de projet (financière, technique), qui a dû être renforcée, et d'autre part, la forte dépendance du modèle financier à l'égard des recettes issues de la production de vaccins fièvre jaune du site historique de production, qui a subi des interruptions techniques.

Le modèle économique et financier du projet MADIBA n'est pas encore établi. La préférence marquée des autorités sénégalaises porte sur un portage public, ce qui permettrait notamment de lever des ressources les moins onéreuses possibles (dons ou prêts concessionnels), et contribuerait ainsi à la vision de l'IPD qui met l'accent sur la vocation sociale plus que commerciale du projet.